

## Kyoto, Copenhague, Paris... une descente aux enfers annoncée ?



Politique

Les dernières grandes rencontres sur le climat ont été des échecs. La Cop21 risque de ne pas produire plus de résultats tangibles, affirme l'économiste Jean Tirole. Ses propositions pour négocier autrement.

**Comprendre pour entreprendre : En quoi la lutte contre le réchauffement climatique est-elle un problème économique ?**

**Jean Tirole** : Nous sommes confrontés à un bien public global : chacun a intérêt à laisser faire les efforts par les autres et ne rien faire soi-même. Pour contrer ce problème de "passager clandestin", l'idéal serait qu'on puisse imposer un système pollueur-payeur à l'échelle du globe dans lequel les nations devraient payer à chaque fois qu'elles émettent des gaz à effet de serre, ce qui les inciterait à investir pour réduire ces pollutions. Afin d'être aussi efficace que possible, il faudrait que chacun paie la même somme par tonne de CO<sub>2</sub> émise, autrement dit que le prix du carbone soit le même partout dans le monde. Le coût global de la lutte contre le dérèglement climatique sera très élevé. Raison de plus de rationaliser cette lutte, qu'on ne paie pas 1000€ pour éviter l'émission d'une tonne de CO<sub>2</sub>, alors qu'on pourrait ne dépenser que 30€ pour un même résultat.

**Vous êtes pessimiste quant aux possibilités d'arriver à une baisse réelle des émissions de gaz à effet de serre à l'issue de la rencontre de décembre à Paris. Pourquoi ?**

Une gouvernance mondiale permettrait de pénaliser ceux qui refusent de jouer le jeu et de payer au prorata de leurs pollutions. Mais on est malheureusement loin de s'orienter vers une organisation de ce type. On se contente de collecter des promesses d'engagement écologique sans possibilité d'action contraignante, ce qui laisse peu d'espoir qu'elles soient réellement mises en œuvre.

**Nous n'avons pas de gouvernement mondial. Quels sont les leviers d'action pour que les pays se mobilisent davantage ?**

“ **Créer une coalition pour le climat** ”

L'ONU est effectivement faible. Les pays ont par ailleurs des intérêts divergents, ce qui complique la donne. Ils vont souffrir différemment

des effets du dérèglement climatique selon leur situation géographique, les nations situées près de l'Equateur étant bien plus vulnérables. Surtout, les pays les plus pauvres sont réticents à participer car ils considèrent avec raison que l'augmentation des gaz à effet de serre depuis un siècle est liée pour l'essentiel à l'activité de l'Europe et des États-Unis. Il est clair que tous les pays ne peuvent pas contribuer financièrement de la même manière. Mais

exonérer les pays émergents est impossible. La Chine, dans vingt ans, aura émis autant de dioxyde de carbone que les États-Unis depuis la Révolution Industrielle ; et plus généralement, l'objectif d'une hausse des températures limitée à 2 degrés Celsius ne pourra être atteint que si les pays émergents eux-aussi restreignent leurs émissions. Il faut que les principaux responsables des pollutions s'allient pour enclencher un mécanisme vertueux, quitte à opérer des transferts

e n t r e p a y s .

### Q u e p r o p o s e z - v o u s ?

Il faudrait arriver à créer une " coalition pour le climat ", comprenant au départ les grands pollueurs actuels et à venir : l'Europe, les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde... Les membres de cette coalition s'engageraient à payer pour chaque tonne de carbone émise. Dans un premier temps, on n'essayerait pas nécessairement d'associer les 195 pays impliqués dans la négociation, mais ils y seraient incités. Les membres de la coalition, en effet, imposeraient aux pays refusant d'entrer dans la coalition pour le climat une taxe aux frontières. L'Organisation Mondiale du Commerce serait impliquée dans ce système. On considérerait que les non-participants se livrent à

à d u d u m p i n g e n v i r o n n e m e n t a l .

### C e m é c a n i s m e p o u r r a i t - i l s u f f i r e à l e v e r l e s r é t i c e n c e s d e s p a y s p a u v r e s à c o n t r i b u e r à l ' e f f o r t c o l l e c t i f ?

Non. À côté de la question de l'efficacité se pose aussi la question de la compensation, c'est-à-dire du partage des coûts de la lutte contre le réchauffement climatique. Plusieurs solutions sont envisageables. Si l'on demande à tous les pays pollueurs de s'acquitter d'une taxe carbone proportionnelle à leurs émissions de gaz, rien n'empêche de soutenir en même temps les pays pauvres via un fonds vert. Si, au lieu de les taxer, l'on demande aux pays pollueurs d'acheter des droits à polluer échangeables, il est tout à fait possible d'octroyer aux pays pauvres une allocation initiale gratuite de ces droits, quitte à ce qu'ils les revendent avec profit sur le marché international s'ils parviennent à réduire leurs émissions à faible coût. C'est sur cette allocation de permis d'émissions gratuits (ou alors sur le fonds vert) que la négociation devrait prioritairement porter. C'est la partie la plus délicate du problème, alors que les aspects économiques sont en fait relativement simples.



## Jean Tirole

Economiste, président de **Toulouse School of Economics** (TSE) et directeur scientifique de l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI), Jean Tirole est également président du Comité Exécutif de l'**Institute for Advanced Study in Toulouse** (IAST). Il a reçu en 2014 le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.



## Dans la presse

### Interventions récentes de Jean Tirole et Christian Gollier sur le sujet :

- **Making climate agreements**, The Economist, 1er juin 2015
- **Pour un accord efficace sur le climat**, Le Monde
- **Conférence climat de Paris : on parle de tout sauf de l'essentiel**, Slate, 9 juin 2015



## Pour en savoir plus

Effective institutions against climate change

[ANNUAIRE](#) | [CONTACTS](#) | [MENTIONS LÉGALES](#) | [PLAN DU SITE](#)

[Magazine UT1C' }}; }};](#)

